



C_2016_114

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Habitat, Cohésion Sociale et
Emploi

L'an deux mille seize, le vingt deux septembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la
délibération:
Convention de
délégation des aides
à la pierre - Avenant
complémentaire de
programmation 2016**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Raymond GRAS pouvoir à Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Sophie DUFOUR pouvoir à Serge BALDECCHI, Frédéric MARCEL pouvoir à Christine NICCOLETTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Stéphan CERET, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI, Christine PREMOSELLI pouvoir à Richard STRAMBIO, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Laure REIG, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

L'article 61 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que les EPCI et les départements qui le souhaitent peuvent conclure une convention avec l'État par laquelle celui-ci leur délègue la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur de la construction, de l'acquisition et de la réhabilitation de logements locatifs sociaux ainsi que les aides en faveur de la rénovation de l'habitat privé.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a signé avec l'État une convention de délégation le 3 octobre 2011 pour une durée de 6 ans (2011-2016).

Une première délibération, numérotée C 2016 – 053 en date du 19 mai 2016 a d'ores et déjà permis d'avaliser la programmation pour l'année 2016 en termes d'objectifs de production et d'enveloppe déléguée.

Elle se décline comme suit :

- Parc public – Enveloppe ferme :

	PLUS	PLAI	PLS	TOTAL	Enveloppe ferme déléguée
Nombre de logements	165	120	70	355	1 176 000,00 €

En plus de cette enveloppe ferme, l'État met à la disposition de la Communauté d'Agglomération Dracénoise délégataire la somme de 108 560 € correspondant au « bonus typologie » destinée à favoriser la production de logements de type 2, calibrée à 118 concernant le territoire.

- Parc public – Enveloppe conditionnelle :

En cas de dépassement de la tranche ferme, l'État met à disposition une enveloppe complémentaire d'un montant de 588 000 € correspondant à la production de 171 LLS au delà de la tranche ferme, soit :

- 60 PLAI,
- 76 PLUS,
- 35 PLS.

Dans ce cadre, l'enveloppe complémentaire dédiée au « bonus petite typologie » s'élève à 52 440 €, correspondant à la production de 57 logements de type 2.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a opéré le recensement des logements locatifs sociaux programmés en cette année 2016 auprès des opérateurs : il apparaît que le cadrage initial calibré par l'État s'avère en deçà des besoins en financement du territoire.

En effet, la programmation pour l'année 2016 s'élève à 626 LLS, soit :

- 407 PLUS,
- 196 PLAI
- 23 PLS.

Cette programmation correspond à un besoin en financement de 1 920 800 € d'enveloppe de base et 230 000 € de « bonus petite typologie ».

Soit des dépassements d'enveloppes respectifs de 156 800 € et 69 000 €

Envoyé en préfecture le 28/09/2016

Reçu en préfecture le 28/09/2016

Archivé le

ID : 083-248300493-20160922-C_2016_114-DE

Ces éléments amènent un dépassement global du cadrage initial de plus de 19% en matière de nombre de logements locatifs sociaux.

Afin de parer à cette augmentation substantielle du nombre de logements locatifs sociaux à financer en cet exercice, il est proposé au Conseil d'Agglomération d'adopter un avenant à la convention de délégation des aides à la pierre (joint à la présente), ayant pour objet la mise à disposition du territoire un complément d'enveloppe financière.

Les principaux éléments financiers sont les suivants :

	Enveloppe de base LLS € TTC	Bonus "Petite Typologie" € TTC	Total € TTC
Tranche ferme (355 LLS)	1 176 000 €	108 560 €	1 284 560 €
Tranche conditionnelle (171 LLS)	588 000 €	52 440 €	640 440 €
Total (sous convention 2016)	1 764 000 €	161 000 €	1 925 000 €
Enveloppe complémentaire sollicitée	156 800 €	69 000 €	225 800 €

Vu la convention de délégation des aides à la pierre, signée en date du 3 octobre 2011,

Vu la délibération n° C 2016 – 053 en date du 19 mai 2016 portant approbation de l'avenant de programmation 2016,

Vu l'avis favorable de la commission Habitat en date du 8 septembre 2016

Par conséquent, il est demandé au Conseil d'Agglomération :

- d'approuver les termes de l'avenant à intervenir, tel que présenté en annexe précisant notamment le montant des droits complémentaires à engagements délégués par l'État à la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour l'année 2016, au delà de l'avenant de programmation
- d'autoriser Monsieur le Président à le signer,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Envoyé en préfecture le 28/09/2016

Reçu en préfecture le 28/09/2016

Affiché le

ID : 083-248300493-20160922-C_2016_114-DE

Fait à Draguignan, le jeudi 22 septembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.